



## Comptes économiques rapides de La Réunion en 2017 Une croissance soutenue

**E**n 2017, la croissance perdure à La Réunion : le produit intérieur brut progresse de 3,2 % en volume après + 3,1 % en 2016 et + 2,8 % en 2015. La consommation des ménages et le regain des dépenses des administrations publiques constituent les principaux moteurs de cette croissance. L'activité touristique progresse fortement. L'investissement ralentit, mais en contrepartie, les importations pèsent moins négativement sur la croissance que les années précédentes. Le revenu disponible brut des ménages s'accroît de 3,3 % en valeur sous l'effet d'une hausse conjuguée des salaires (+ 4 %) et des prestations sociales. En particulier, la prime d'activité instaurée en 2016 soutient le pouvoir d'achat. L'inflation étant contenue (+ 0,4 %), cette augmentation se traduit par un gain de pouvoir d'achat : + 2,8 %. Pour autant, les effets de la croissance se ressentent peu sur le marché du travail. Le chômage reste stable en 2017. L'emploi salarié augmente moins qu'auparavant (+ 0,9 % après + 1,5 % en 2016 et + 2,3 % en 2015). L'industrie, la construction et l'hébergement-restauration sont les secteurs moteurs. Mais le commerce ne crée presque pas d'emplois, tandis que le nombre de salariés dans les services non marchands stagne, du fait de la chute du nombre de contrats aidés : un quart de moins par rapport à la mi-2016.

Direction Régionale de l'Insee La Réunion-Mayotte

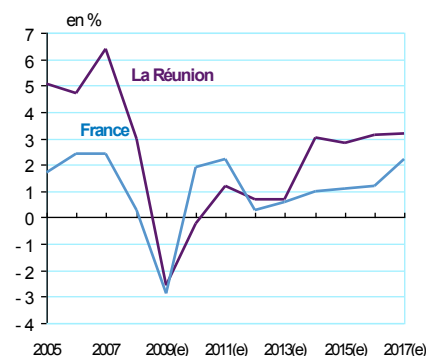
Le **produit intérieur brut (PIB)** de **La Réunion** progresse de 3,2 % en volume en 2017 après + 3,1 % en 2016 et + 2,8 % en 2015 (*définitions*). Après un rebond de croissance porté par le chantier de la Nouvelle route du littoral en 2014, la croissance oscille autour de 3 % depuis trois ans (*figure 1*).

Le PIB par habitant progresse de 2,6 % en volume en 2017 après + 2,5 % en 2016. Il s'établit ainsi à 21 500 euros, soit à 63 % du niveau national.

**En France**, l'économie accélère franchement en 2017 : le PIB progresse de 2,2 % en volume, après + 1,2 % en 2016. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011. Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance pour la première fois depuis 2012 avec des exportations particulièrement vigoureuses. La consommation des ménages et des administrations ralentit, mais la vigueur de l'investissement contribue fortement à la croissance.

### 1 Le PIB progresse de 3,2 %

Évolution du produit intérieur brut (PIB) en volume



(e) : estimation.

Sources : Insee, comptes nationaux (base 2010) ; Insee, comptes régionaux définitifs jusqu'en 2007 (base 2005) ; Cerom, comptes rapides (2008-2017).

**Dans l'océan Indien**, la croissance se maintient : si l'activité économique reste atone en Afrique du Sud et faible aux Comores, elle est en revanche dynamique en Inde et se stabilise à Madagascar et aux Seychelles.

La croissance économique à Maurice s'établit à + 3,8 % après + 3,7 % en 2016. Elle est portée par le dynamisme de la construction et reste soutenue par la bonne performance des services. La consommation reste stable, l'investissement privé continue de progresser, tandis que le déficit commercial augmente.

### La consommation, toujours moteur de croissance

À La Réunion, la consommation des ménages continue de soutenir la croissance en 2017 et en reste le premier moteur (*figure 2*). Sa progression est dynamique : + 3,1 % en volume après + 3,4 % en 2016 et + 3,2 % en 2015. En particulier, les immatriculations de voitures particulières neuves augmentent de 6 % en un an.

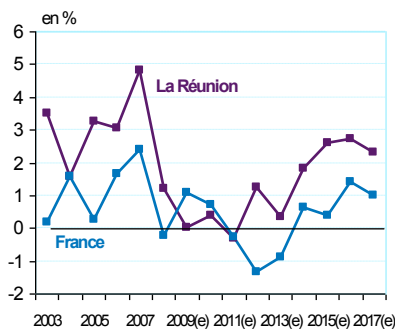
Le **revenu disponible brut des ménages (RDBM)** progresse en effet fortement

cette année encore (+ 3,3 %). L'indice des prix à la consommation repart très légèrement à la hausse (+ 0,4 %), après une stagnation en 2016 (+ 0,1 %). Au final, le RDBM s'accroît de 2,8 % en volume, ce qui correspond à l'augmentation du pouvoir d'achat total à La Réunion.

Le pouvoir d'achat individuel des Réunionnais s'accroît encore en 2017, à un rythme supérieur à celui observé au niveau national (+ 2,3 % contre + 1,0 % - *figure 3*). Le revenu disponible brut s'élève à 18 100 euros par habitant sur l'île, soit 87 % du niveau national contre 84 % en 2016. Le rattrapage observé ces dernières années vis-à-vis de la métropole se poursuit.

### 3 La croissance s'accompagne d'une hausse du pouvoir d'achat individuel

Évolution en volume du revenu disponible brut en volume par habitant



(e) : estimation.  
Source : Insee, comptes Nationaux (base 2010) ; Cerom, comptes rapides.

En forte hausse en 2017, les dépenses de consommation des administrations publiques constituent l'autre moteur de la croissance. Elles augmentent de 3,2 % en volume (contre + 1,6 % en 2016). En effet, les dépenses des collectivités locales progressent toujours à un rythme soutenu. De surcroît, les dépenses de l'État accélèrent cette année, en lien avec des revalorisations salariales des fonctionnaires (transfert primes-points du protocole relatif aux « parcours professionnels, carrières et rémunérations » et hausse du point d'indice).

### Forte progression des dépenses touristiques

Avec une hausse de 9,5 % du nombre de touristes, les dépenses touristiques progressent nettement en 2017 (324 millions d'euros en 2017 contre 294 millions en 2016). Elles contribuent pour 0,1 point à la croissance.

Cette progression est comparable à celle du transport aérien de passagers, qui augmente de 9,3 % en 2017 après + 1,5 %

## 2 Forte progression des dépenses des administrations publiques

Le produit intérieur brut (PIB) à La Réunion et ses principales composantes

	2017 <sup>(e)</sup> en milliards d'euros	Évolution 2016/2017		
		Volume	Prix en %	Valeur
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>18,53</b>	<b>3,2</b>	<b>0,4</b>	<b>3,6</b>
Consommation des ménages	11,79	3,1	0,3	3,4
Consommation des administrations publiques	7,31	3,2	0,6	3,8
Investissement	4,11	3,2	0,9	4,0
Importations	5,21	1,0	2,5	3,6
Exportations	0,47	0,4	1,7	2,1
Dépense des touristes	0,32	9,5	1,0	10,5

(e) : estimation  
Source : Cerom, comptes rapides.

en 2016. Il est porté par une hausse notable des liaisons internationales et une nouvelle progression du trafic avec la métropole.

Avec 1,2 million de nuitées en 2017, la fréquentation des hôtels réunionnais croît de 5 % par rapport à 2016. Les hôtels étoilés ou non profitent de cette augmentation. L'embellie profite davantage aux hôtels du Sud et du Nord-est. De plus en plus d'étrangers fréquentent les hôtels réunionnais (+ 12 %). Toutefois, la clientèle française reste largement majoritaire : la clientèle réunionnaise représente 38 % des nuitées, contre 48 % pour celle en provenance des autres départements français.

### Coup de frein pour l'investissement et les exportations

L'investissement ralentit en 2017 : + 3,2 % en volume après + 6,1 % en 2016. Néanmoins, il reste bien orienté dans le secteur de la construction (+ 7,3 % en volume). En témoignent les hausses de l'emploi dans le secteur, des permis de construire et des investissements sur le chantier de la Nouvelle route du littoral (271 millions d'euros en 2017 contre 248 millions en 2016).

Le solde du commerce extérieur à La Réunion reste fortement déficitaire et les importations pèsent négativement sur la croissance (*figure 4*). Elles augmentent de 3,5 % en 2017, stimulées par les achats de produits alimentaires et la hausse des prix de l'énergie. Les importations de biens intermédiaires progressent de 3,3 %, tandis que celles de biens d'équipement augmentent plus modérément en 2017 (+ 1,3 %). La hausse des importations de véhicules automobiles et d'équipements de communication compense la baisse des importations de machines et équipements à usage général et de navires.

Malgré le fléchissement des ventes de sucre, les exportations réunionnaises augmentent de 1,6 % en valeur en 2017. Mais les montants exportés ralentissent et restent trop faibles pour contribuer de manière visible à la croissance

économique.

Il s'agit majoritairement de biens de consommation non durables, notamment de produits agroalimentaires. Ainsi, en 2017, la vente de poissons constitue 30 % des exportations réunionnaises.

Si la France métropolitaine reste le principal partenaire commercial de La Réunion, les liens avec le reste de l'Union européenne et l'Asie se renforcent pour les exportations.

### 4 La métropole demeure le principal client et fournisseur

Importations et exportations réunionnaises en valeur

	2017	Part	Évolution
	millions	en %	2017/2016 en %
<b>Importations (hors avions)</b>	<b>5 020</b>	<b>100,0</b>	<b>3,5</b>
France métropolitaine	2 943	58,6	0,2
Asie	935	18,6	10,4
UE (hors France)	726	14,5	6,4
Afrique	135	2,7	28,9
Îles océan Indien <sup>1</sup>	49	1,0	3,0
Reste du monde	231	4,6	-1,0
<b>Exportations<sup>1</sup></b>	<b>365</b>	<b>100,0</b>	<b>1,6</b>
France métropolitaine	112	30,7	-2,5
Asie	93	25,6	1,4
UE (hors France)	77	21,0	9,7
Îles océan Indien <sup>2</sup>	48	13,2	-4,1
Amérique du Nord	17	4,7	-7,0
DOM (hors Mayotte)	1	0,2	7,5
Reste du monde	17	4,6	28,8

1. y compris entrepôts douaniers

2. Mayotte, Madagascar, Maurice, Comores, Seychelles

Source : Douanes.

### Une croissance économique qui se ressent peu sur l'emploi

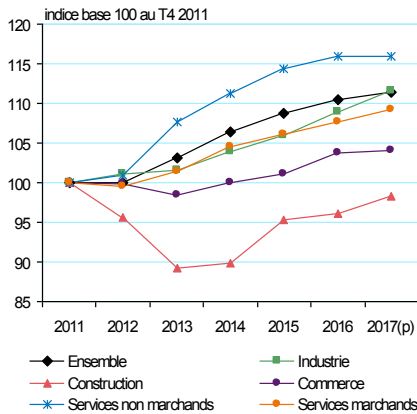
En 2017, l'emploi salarié augmente à La Réunion pour la cinquième année consécutive, mais à un rythme deux fois moins élevé qu'en 2016 (+ 0,9 % contre + 1,5 % en 2016). Ainsi, après avoir progressé de 2,8 % en moyenne entre 2013 et 2015, la dynamique de l'emploi salarié décélère depuis 2016 (*figure 5*).

Dans les secteurs marchands, la progression de l'emploi salarié est portée par l'hébergement-restauration, l'industrie,

la construction et l'intérim. L'emploi salarié progresse en revanche plus modérément dans les services marchands, tandis que le commerce ne crée presque pas d'emplois.

### 5 En 2017, l'emploi salarié augmente de 0,9 %

Emploi salarié par secteur

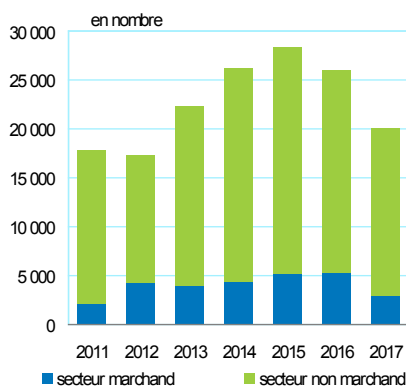


(p) : provisoire  
Source : Insee, Estimations d'emploi.

Dans les secteurs non marchands, le nombre de salariés stagne. Les créations d'emplois dans la santé et l'action sociale sont en effet compensées par la chute du nombre de contrats aidés : un quart de moins par rapport à la mi-2016 (figure 6). Fin 2017, 20 000 personnes bénéficient d'un contrat aidé à La Réunion. Au total, 85 % des bénéficiaires d'un contrat aidé travaillent dans le secteur non marchand.

### 6 Le nombre de bénéficiaires de contrats aidés diminue d'un quart depuis mi-2016

Nombre de bénéficiaires de contrats aidés à La Réunion (en fin d'année)



Source : Dares.

Enfin, avec plus de 6 200 entreprises nouvelles, les créations d'entreprises augmentent de 3 % en 2017 à La Réunion. Il s'agit de la deuxième année consécutive de hausse après une baisse continue depuis 2010. Elle résulte notamment d'un regain des immatriculations de micro-entrepreneurs (+ 5 % après - 5 % en 2016).

Toutefois, la hausse des créations d'entreprises ne concerne en 2017 que le

secteur des services aux particuliers (+ 18 %) et celui des services aux entreprises (+ 4 %). Le **taux de création d'entreprises** (y c. micro-entrepreneurs) à La Réunion reste en deçà de la moyenne nationale : 11,4 % contre 13,2 %.

Au total, contrairement aux trois années précédentes, les créations d'emplois n'ont pas été suffisantes pour faire baisser le **taux de chômage au sens du Bureau international du travail** en 2017 : il reste stable à 23 %. De plus, depuis 2014, le « halo » autour du chômage a augmenté de 6 000 personnes.

Depuis la crise économique et financière de 2008 et 2009, c'est la première fois que le **taux d'emploi** cesse d'augmenter. Sur 100 personnes en âge de travailler, 47 sont en emploi en 2017.

### Hausse de la masse salariale

La masse salariale représente deux tiers des revenus des Réunionnais, soit 10,2 milliards d'euros en 2017. Elle augmente de 4 %, à un rythme plus soutenu qu'en 2016, grâce à la hausse des salaires versés. La masse salariale progresse de manière analogue dans les secteurs principalement marchands et dans les secteurs principalement non marchands.

Dans les administrations publiques, le point d'indice a été revalorisé de 0,6 % en février 2017. De plus, le protocole relatif aux « parcours professionnels, carrières et rémunérations » (PPCR) est monté en charge en 2017 (revalorisation des grilles, transfert primes/points). Ces mesures entraînent une progression de l'indice de traitement brut de 2,6 %.

La masse salariale progresse également dans quasiment tous les secteurs d'activité marchands. C'est dans le secteur des activités spécialisées, scientifiques et techniques que la hausse est la plus marquée (+ 11,2 %). Toutefois, ce secteur ne représente que 6,6 % de la masse salariale du secteur privé. La masse salariale du secteur de l'hébergement et de la restauration maintient son dynamisme (+ 5,1%), en lien avec la progression de l'activité touristique.

### Le montant de prestations sociales en hausse

Les prestations sociales en nature (allocations logement et remboursements de sécurité sociale) progressent en 2017 de 2,3 %.

Les prestations sociales en espèces augmentent de nouveau fortement en 2017 : + 3,1 % après + 4,5 % en 2016. Le

nombre de bénéficiaires continue en effet de progresser, en lien avec des créations d'emplois plus faibles que les années précédentes et la stabilisation du taux de chômage.

Ainsi, sous l'effet des 137 millions d'euros versés au titre de la prime pour l'activité, les montants versés par la CAF (hors logement) augmentent de 2,3 % après une hausse de 5,2 % en 2016. La prime d'activité est une aide financière complétant les revenus d'activité professionnelle. Elle vise à encourager l'activité et à soutenir le pouvoir d'achat des travailleurs aux ressources modestes. Elle a remplacé au 1<sup>er</sup> janvier 2016 le RSA « Activité » et la Prime pour l'emploi.

Par ailleurs, les versements des prestations relevant de l'assurance chômage augmentent de 8,2 % en 2017 pour s'établir à 538 millions d'euros, en lien avec la progression du nombre de bénéficiaires de l'assurance chômage (+ 7 %). Les nouveaux droits ouverts par la convention d'assurance chômage aux demandeurs d'emploi ayant déjà travaillé continuent ainsi de se faire sentir en 2017.

### Une campagne agricole contrastée

Dans l'agriculture, l'année 2017 s'avère très contrastée selon les filières. Concernant les produits végétaux, elle est bonne pour les maraîchers qui n'ont pas subi d'accidents climatiques, catastrophique pour les producteurs de letchis dont les arbres n'ont quasiment pas produit et satisfaisante pour la production de canne à sucre avec un tonnage élevé, mais une richesse en sucre en deçà des attentes.

Moins exposées aux conditions climatiques, les résultats des productions animales sont conformes aux prévisions, même si la concurrence des produits importés pèse toujours sur la filière.

### La reprise de la construction de logements se confirme

En 2017, la construction neuve progresse pour la deuxième année consécutive : autorisations (+ 5 %) et mises en chantiers (+ 1 %) augmentent toutes deux. La moitié des projets de construction sont en 2017 des maisons individuelles.

Dans le parc locatif social, les logements mis en chantier augmentent de 19 %. En revanche, les livraisons de logements sociaux neufs restent stables (2 800 logements). Les réhabilitations de logements sociaux progressent fortement : 650 logements ont été réhabilités en 2017, soit deux fois plus qu'en 2016. ■

## Définitions

Le **Produit intérieur brut** (PIB) mesure la richesse produite sur un territoire donnée, grâce à la somme des valeurs ajoutées des biens et services produits sur le territoire. Une grandeur économique peut se mesurer de deux façons différentes : en prix courants, c'est-à-dire **en valeur**, ou en prix constants, c'est-à-dire **en volume**. Pour mesurer la **croissance économique**, on s'intéresse aux variations du PIB en volume, c'est-à-dire abstraction faite de la variation des prix.

Trois déflateurs sont principalement utilisés pour tenir compte des évolutions de prix :

- **l'indice des prix à la consommation** : c'est l'instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante.

- **les prix de la dépense de consommation finale des ménages**. Ce déflateur s'appuie, pour la majorité des produits, sur les évolutions de prix collectés pour les besoins de l'indice des prix à la consommation (IPC). Cependant, le champ des produits suivis en comptabilité nationale est plus large que celui de l'IPC. En outre, le déflateur de la dépense de consommation donne un poids différent de celui de l'IPC aux divers postes de la consommation. Il se fonde sur leur poids courant dans la dépense de consommation, alors que l'IPC s'appuie sur leur poids passé.

- **les prix du PIB** : c'est le déflateur du PIB, qui synthétise les évolutions de prix de toutes les composantes du PIB (consommation finale des ménages, des administrations, investissements, exportations et importations, etc.). (cf. l'encadré de l'*Insee Première* N°1554)

Le **revenu disponible brut des ménages** (RDBM) est constitué des revenus d'activité perçus (salaires et revenus des non-salariés), des prestations sociales versées, du solde des revenus du patrimoine (intérêts et revenus financiers reçus moins ceux versés), ainsi que du solde des autres transferts (notamment assurances). Du total de ces revenus sont déduits les cotisations sociales et les impôts directs payés par les ménages (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, CSG, CRDS, etc.).

Un chômeur au sens du Bureau international du travail (BIT) est une personne en âge de travailler (conventionnellement 15 ans ou plus) qui n'a pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours d'une semaine de référence, est disponible pour travailler dans les deux semaines et a entrepris des démarches actives de recherche d'emploi dans le mois précédent, ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois. Le **taux de chômage au sens du BIT** est le rapport entre le nombre de chômeurs au sens du BIT et le nombre de personnes actives (en emploi ou au chômage) parmi les personnes âgées de 15 ans ou plus.

Le **taux d'emploi** est le rapport entre le nombre de personnes ayant un emploi et la population en âge de travailler (15-64 ans).

Jusqu'à présent, les **estimations trimestrielles d'emploi** (ETE) publiées au niveau régional portaient seulement sur les salariés du secteur marchand - hors agriculture et activité des particuliers employeurs - en France métropolitaine. Dorénavant, le champ des ETE localisées est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte). Par rapport à la situation antérieure, sont donc ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs. Les évolutions sont mesurées sur l'ensemble de l'année  $n$ , c'est-à-dire entre le 4<sup>e</sup> trimestre de l'année  $n-1$  et le 4<sup>e</sup> trimestre de l'année  $n$ .

Le **taux de création d'entreprises** est le rapport du nombre de créations d'entreprises d'une année au stock d'entreprises au 1<sup>er</sup> janvier de cette même année.

## Comptes économiques rapides de l'Outre-mer (Cerom)

Les comptes économiques rapides de La Réunion sont construits dans le cadre du projet tripartite Comptes économiques rapides de l'Outre-mer (Cerom) entre l'Insee, l'AFD et l'IEDOM.

Ils reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

### Dernières études thématiques menées dans le cadre du partenariat Cerom à La Réunion :

- « **Le chantier de la Nouvelle route du littoral à La Réunion : Un moteur de croissance économique, mais peu de créations d'emplois** », décembre 2016 ;

- « **Emploi et chômage : le paradoxe réunionnais** », septembre 2015.

## Méthodes

### Des données en base 2010

Les données diffusées sont en base 2010 de la Comptabilité Nationale. Par conséquent elles ne peuvent être comparées qu'avec des résultats calculés dans cette même base : il s'agit des données issues des comptes économiques des années 2012 et suivantes. Les données de 2011 et des années antérieures sont en base 2005 et ne sont pas comparables.

### Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie réunionnaise

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économique, de type keynésien, dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année donnée à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. À La Réunion, ce modèle est construit avec 22 branches et 22 produits.

Le modèle est basé sur le Tableau des entrées-sorties (TES) de la Comptabilité Nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération.

La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation.

Insee La Réunion-Mayotte  
Parc technologique de Saint-Denis  
10 rue Demarne - CS 72011  
97443 SAINT-DENIS CEDEX 9

Directeur de la publication :  
Aurélien Daubaire

Rédaction en chef :  
Julie Boé

Mise en page :  
Julie Boé

© Insee - ledom - AFD 2017

## Pour en savoir plus :

- [Les comptes économiques définitifs de La Réunion](#)
- « [Bilan économique 2016 - La Réunion](#) », *Insee Conjoncture La Réunion* n° 3, juin 2017 ;
- ledom, « [Rapport annuel 2017 ledom La Réunion](#) », juillet 2018 ;
- Insee La Réunion-Mayotte, « [Comptes économiques rapides de La Réunion en 2016 - La croissance s'installe](#) », *Cerom*, août 2017.

